

part des bénéfiques. La bourgeoisie arabe, extrêmement faible en Palestine, et la classe des propriétaires fonciers n'y constituent malgré cela pas du tout une force anti-impérialiste. Leur lutte contre la bourgeoisie juive a seulement pour but de la remplacer comme agent de l'impérialisme. Par contre les masses arabes, dans leur résistance à la fois à l'impérialisme britannique et à la bourgeoisie juive, constituent une force anti-impérialiste de premier ordre.

Les masses juives, meurtries par la guerre, avaient espéré que leur effroyable martyre entraînerait un changement de la politique britannique et leur ouvrirait les portes de la Palestine. Elles se trouvent encore une fois cruellement déçues. L'impérialisme britannique veut bien permettre l'établissement d'une minorité juive en Palestine, comme contre-poids au monde arabe. Il n'admettra jamais l'établissement d'un « Etat national juif » qui risque d'envenimer définitivement ses rapports avec les Etats arabes.

Tandis que les masses petites-bourgeoises juives se lancent dans une lutte terroriste désespérée contre les Anglais tandis que les bourgeois et propriétaires fonciers arabes des pays environnants ne sont que trop contents de mobiliser les masses contre « les Juifs » et de leur faire oublier ainsi, temporairement leur propre misère, l'impérialisme britannique joue la carte arabe, à fond maintenant. Il vise l'établissement d'une fédération d'Etats arabes allant d'Egypte en Iran et dont l'actuelle « Ligue Arabe » doit devenir le noyau promoteur. C'est là le seul moyen qu'il voit pour s'opposer à la fois à l'éveil des masses, à la pénétration américaine et à la menace soviétique pour les lignes de communication vitales de l'Empire. Il s'agit pour lui d'une question de vie ou de mort. Voilà pourquoi le compromis de Moscou, qui laissait pendante la question du Moyen-Orient ne peut être que provisoire. Et l'impérialisme américain, lui aussi, cessera bientôt de se « désintéresser » de cette question. Car s'il voit d'un bon œil l'affaiblissement des positions britanniques, c'est uniquement pour les occuper lui-même et non pas pour les laisser, même temporairement, à la portée de la bureaucratie stalinienne.



Le Congrès de la F.G.T.B.

la grève des traminots Liégeois et le « tournant à gauche » du parti communiste

La renaissance syndicale bloquée. Après 15 mois de luttes de tendance exaspérées, la vieille bureaucratie réformiste tient de nouveau solidement en main l'appareil de l'organisation unifiée : voilà une première conclusion qui s'impose après le congrès de Noël de la FGTB. Les causes de ce recul, nous les avons maintes fois déterminées : au fond elles se résument au fait que les nouvelles directions — staliniennes et syndicalistes — se sont montrées absolument incapables d'organiser et de diriger l'action revendicative des travailleurs. Suivant les réformistes sur le terrain de la collaboration de classe, des commissions paritaires et de la conciliation sociale, les jeunes adeptes du réformisme ont été battus par les vieux renards de la même école. Le mot d'ordre de « Production d'abord », a pesé particulièrement sur le sort du Syndicat Unique, entraînant le blocage des salaires et transformant la direction stalinienne, dans le sillage des réformistes, en une véritable organisation de briseurs de grève (grève des mineurs d'avril-mai). Si l'on joint à cela l'effritement de l'action revendicative en un grand nombre de luttes localisées et limitées, ne pouvant que fatiguer et démoraliser le prolétariat, alors on comprend très bien pourquoi l'ardeur combattive des travailleurs, cristallisée au commencement dans une adhésion enthousiaste aux nouvelles formes d'organisation syndicale, s'est si rapidement déplacée du terrain syndical. Nous continuons à défendre l'organisation à l'entreprise contre l'organisation locale. Mais nous devons insister, plus que jamais, sur le fait qu'aucune forme d'organisation syndicale ne constitue une garantie de luttes ouvrières victorieuses. C'est le **contenu**, c'est-à-dire le caractère et la conscience de la direction, qui détermine les possibilités d'actions syndicales, dans le cadre de la poussée ouvrière. La voie pour une véritable renaissance syndicale est celle de la constitution d'une direction révolutionnaire, militante.

La grève des traminots liégeois.

Le recul du mouvement syndical suite à la reprise de la direction par les réformistes aboutit à un affaiblissement de l'organisation, qui se mesure dans la désertion syndicale de larges couches ouvrières, et dans l'absence de véritables dirigeants syndicaux lors des conflits spontanés qui éclatent constamment. Mais ces facteurs ne jouent pas, comme avant la guerre, sur l'arrière-fond d'un recul général du mouvement ouvrier. Ils apparaissent au contraire comme **freins** à la poussée ouvrière qui perce malgré eux, comme vient de le démontrer la grève des traminots liégeois.

Axée autour de revendications qui intéressaient nationalement toute la corporation, la grève des traminots liégeois a donné une démonstration du magnifique esprit de lutte qui continue à animer les couches les plus avancées de la classe ouvrière. Contre elle se dressait immédiatement le gouvernement, côte à côte avec le patronat. Mais les syndicats se montrèrent une fois de plus absolument inférieurs à leur tâche. Les dirigeants réformistes et staliniens essayèrent de profiter de l'occasion pour isoler et discréditer la direction plus avancée du MSU. Celle-ci ne pouvant pas se résoudre à déclencher un mouvement de solidarité dans la métallurgie, se perdit en vains pourparlers avec la FGTB. Au lieu de faire appel aux travailleurs, elle essayait de « convaincre » les chefs réformistes qu'il valait mieux ne pas abandonner les grévistes. Habilement, patronat et gouvernement surent isoler enfin les grévistes des couches ouvrières les plus appropriées à les suivre dans la lutte : les traminots de la ligne Liège-Seraing, et les traminots bruxellois reçurent une prime, les ouvriers de la surface obtinrent leur réajustement de salaires, une gratification, d'une insuffisance et inégalité criantes, fut quand même accordée aux services publics. C'est ainsi qu'abandonnés de tout le monde, les traminots liégeois ont été manœuvrés pour une reprise du travail. Mais c'est ainsi également que s'est manifestée la nécessité absolue pour la classe ouvrière d'opposer au patronat qui sait agir avec une habileté remarquable, une **stratégie nationale** ouvrière, dressant sous une direction vraiment **ouvrière** tout le monde du travail contre le monde du capital. La défaite des tramwaymen liégeois n'est pas seulement la défaite de la tactique de conciliation et de localisation des mouvements revendicatifs. C'est en même temps une condamnation sévère de la division syndicale, qui subsiste malgré tous les « congrès d'unification », qui empoisonne l'atmosphère en introduisant l'esprit de clique et de manœuvre là où ne devrait régner que la solidarité ouvrière pleine et entière !

Vers les comités de grève.

Mais il y a encore une autre conclusion qui s'impose autant de l'emprise bureaucratique sur les syndicats que de l'échec de la grève des tramwaymen liégeois. Après la « libération », les ouvriers avaient cessé, pour une période déterminée, de considérer le syndicat, de même qu'avant la guerre, comme une machine purement administrative, devant régler les assurances sociales. Ils avaient vu de nouveau dans les syndicats ce que ceux-ci avaient été au début : une organisation de lutte du prolétariat. L'expérience que la classe ouvrière a faite depuis un an est cependant bien négative. Et maintenant se trouvent à la tête des syndicats des gens qui, ouvertement, proclament leur aversion pour toute forme d'action directe, et qui cherchent tout leur salut dans les négociations avec patronat et gouvernement. En même temps qu'elle doit œuvrer de toutes ses forces pour une renaissance du mouvement syndical, pour une démocratisation entière permettant le remplacement de la direction bureaucratique par une direction qui reflète les véritables tendances de la base, l'avant-garde révolutionnaire dans les syndicats doit expliquer clairement aux ouvriers que dans la période immédiate les syndicats ne constitueront pas une direction adéquate à leurs luttes revendicatives. Cette direction devra être formée à la base même. Le **comité de grève** deviendra de nouveau le principal organe directeur des luttes grévistes. Une préparation attentive de ces comités est possible dès maintenant. Il suffit de reconnaître et de grouper à l'entreprise les éléments les plus conscients, ne fût-ce d'une façon tout à fait embryonnaire. Ce noyau peut s'identifier avec les noyaux des militants SU et MSU là où l'organisation à l'entreprise a déjà triomphé. Mais il doit refléter la volonté de lutte de la base, et non pas les hésitations des dirigeants. Les luttes grévistes en Angleterre l'ont clairement montré : la prochaine vague de luttes ouvrières culminera dans la constitution et la fédération, si possible sur échelle nationale, des comités de grève. C'est ainsi, et ainsi seulement, que pourront naître de véritables comités d'entreprise.

L'ampleur du tournant à gauche des staliniens...

Dès avant le Congrès de Noël de la FGTB, il était apparent que le parti communiste belge s'était engagé dans un nouveau « tournant à gauche », comparable en beaucoup de points à celui qui se manifesta il y a un an. L'accent fut mis de plus en plus sur l'action revendicative des travailleurs. Après avoir empoisonné pendant